



PRIMER EJERCICIO – PARTE B – INGLÉS

13 de mayo de 2023

El aspirante deberá realizar una traducción directa al español por escrito y sin diccionario, durante un tiempo máximo de UNA HORA, del siguiente extracto del *Manual para la introducción de la metodología BIM por parte del sector público europeo*:

Building Information Modelling (BIM) is at the centre of a digital transformation of the construction sector and the built environment. Governments and public procurers across Europe and around the world are recognising the value of BIM as a strategic enabler for cost, quality and policy goals. Many are taking proactive steps to foster the use of BIM in their construction sectors and public asset delivery and operations to secure these economic, environmental and social benefits.

This handbook responds to the growing challenges faced by governments and public clients to stimulate economic growth and competitiveness while delivering value for public money through the wider introduction of BIM.

...

CASE STUDY:

UK Government's BIM Task Group

Framework / Performance Criteria: Build a common collaborative framework.

Topic: Develop a compatible legal and regulatory framework to encourage BIM.

Recommendation: Review legal and regulatory support for the introduction of BIM. Identify gaps and remove barriers for the use of digital data in relation to liability, ownership and rights that prevent the adoption of BIM. Ensure open access to trade.

CONTEXT

The UK BIM programme set a series of tests for implementing its 2016 requirement for BIM Level 2 across centrally funded construction projects. One of these tests stated that BIM working practices should operate within the existing construction contractual framework; and that any additions or changes should be minimal.

BIM Level 2 is a collaborative process. It depends upon the sharing of quality data in a defined and consistent process across the Project lifecycle and between construction project participants (including the client). The UK BIM programme recognised that unclear roles, responsibilities and obligations would create barriers for this collaborative approach and would constrain the expected whole sector benefits.



Removing barriers and encouraging collaborative behaviours

The UK solution was to develop a supplementary legal agreement (the CIC BIM Protocol – link provided below) that could be simply added to professional services appointments and to construction contracts. More details are provided on the BIM Protocol under the common performance recommendation.

Process of developing an industry-wide legal solution

The UK BIM programme tendered a work package to the private sector for the development of this legal addendum which crucially included the requirement to consult with different industry stakeholders. This BIM Protocol is made freely available for download.

WHY WAS IT DONE AS DESCRIBED?

The UK programme recognised that the legal issues must be tackled in order for the wider benefits of collaborative BIM to be achieved across the sector and across projects.

Utilising industry expertise

The BIM Protocol was developed by industry experts (following a public tender and selection process) in order to gain 1) the buy-in and representation from across industry and 2) to acquire the specialist legal expertise.

WHAT LESSONS CAN BE LEARNED?

Remove barriers that may impede the adoption of BIM as a collaborative environment. Engage with industry to provide the expertise and optimal solution to the task of removing barriers.

FURTHER INFORMATION

- <http://bim-level2.org/en/guidance/>
- <http://bim-level2.org/globalassets/pdfs/bim-level-2-introductionto-commercial-documents.pdf>



PRIMER EJERCICIO – PARTE B – FRANCÉS

13 de mayo de 2023

El aspirante deberá realizar una traducción directa al español por escrito y sin diccionario, durante un tiempo máximo de UNA HORA, del siguiente extracto del *Manual para la introducción de la metodología BIM por parte del sector público europeo*:

La modélisation des informations de la construction (BIM) est au coeur d'une transformation numérique du secteur de la construction et de l'environnement bâti. Les gouvernements et les acheteurs publics en Europe et dans le monde reconnaissent la valeur du BIM, qui constitue un catalyseur stratégique permettant d'atteindre les objectifs en matière de coûts, de qualité et de politique. Nombre d'entre eux prennent des mesures proactives pour promouvoir l'utilisation du BIM dans leurs secteurs de la construction et dans la livraison et l'exploitation des biens publics, afin de profiter de ces bénéfices économiques, environnementaux et sociaux.

Ce manuel répond aux défis croissants rencontrés par les gouvernements et les clients publics pour stimuler la croissance économique et la compétitivité tout en optimisant l'usage des fonds publics grâce à l'introduction plus large du BIM.

...

ÉTUDE DE CAS:

Groupe de travail BIM du gouvernement britannique

Cadre / critères de performance: Construire un cadre commun et collaboratif

Thème: Élaborer un cadre juridique et réglementaire compatible pour encourager l'utilisation du BIM

Recommandation: Examiner le soutien juridique et réglementaire pour l'introduction du BIM. Identifier les lacunes et supprimer les obstacles à l'utilisation des données numériques en ce qui concerne la responsabilité, la propriété et les droits qui limitent l'adoption du BIM. Garantir le libre accès au commerce

CONTEXTE

Le programme BIM britannique a défini une série de critères pour la mise en œuvre de son objectif d'introduire le BIM de niveau 2 dans tous les projets de construction financés à l'échelon central en 2016. Un de ces critères veut que les pratiques de travail du BIM s'accordent au cadre contractuel existant pour la construction et que tout ajout ou changement soit minime.

Le BIM de niveau 2 est un processus collaboratif. Il dépend du partage de données de qualité selon un processus défini et cohérent tout au long du cycle de vie du projet et entre tous les participants au projet de construction (y compris le client). Le programme BIM britannique a permis de prendre conscience du



fait que des rôles, des responsabilités et des obligations peu clairs feraient obstacle à cette approche collaborative et limiteraient les bénéfices attendus pour l'ensemble de la filière.

Supprimer les obstacles et encourager les comportements collaboratifs

La solution britannique a consisté à élaborer un accord juridique supplémentaire (le protocole CIC BIM, lien fourni ci-dessous), pouvant tout simplement être ajouté aux contrats d'achat de prestations intellectuelles et aux contrats de construction. De plus amples détails concernant le protocole BIM sont fournis dans la recommandation relative à la performance commune.

Processus de développement d'une solution juridique à l'échelle du secteur

Le programme BIM britannique a lancé un appel d'offres au secteur privé pour le développement de cet accord juridique, en lui imposant notamment de consulter les différentes parties prenantes du secteur. Ce protocole BIM peut être téléchargé gratuitement.

POURQUOI L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ MENÉE DE LA MANIÈRE DÉCRITE?

Le programme britannique a reconnu qu'il fallait traiter les problèmes juridiques pour que l'ensemble du secteur et tous les projets puissent bénéficier des avantages du BIM collaboratif.

Exploiter l'expertise du secteur

Le protocole BIM a été élaboré par les experts du secteur (à la suite d'une procédure d'appel d'offres et d'adjudication publique) afin 1) d'obtenir l'adhésion et la représentation de l'intégralité du secteur et 2) d'acquérir une expertise juridique spécialisée.

QUELS ENSEIGNEMENTS PEUT-ON EN TIRER?

Supprimer les obstacles pouvant freiner l'adoption du BIM en tant qu'environnement collaboratif. Impliquer le secteur afin d'obtenir l'expertise et la solution optimale permettant de supprimer les obstacles.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- <http://bim-level2.org/en/guidance/>
- <http://bim-level2.org/globalassets/pdfs/bim-level-2-introductionto-commercial-documents.pdf>